

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES N°11/25

### Etude évaluative sur l'accompagnement des victimes de violences conjugales



<b>ARTICLE 1 – CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS.....</b>	<b>3</b>
1.1. Présentation générale des commanditaires .....	3
1. <i>Présentation générale de la Cnaf</i> .....	3
2. <i>Présentation générale de la DGCS et du SDFE</i> .....	3
1.2. Les actions de la DGCS et de la branche Famille dans l'accompagnement des victimes de violences conjugales.....	4
1. <i>Lutte contre les violences dans le couple et accompagnement des victimes : une priorité d'action publique</i> .....	4
2. <i>Les actions de la branche Famille</i> .....	5
3. <i>Les actions du SDFE</i> .....	5
4. <i>L'expérimentation Pack Nouveau Départ (PND)</i> .....	6
5. <i>L'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales</i> .....	6
1.3. La démarche d'évaluation.....	6
<b>ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 – PROBLEMATIQUE, QUESTIONS D'EVALUATION ET METHODOLOGIE.....</b>	<b>7</b>
3.1. Problématique.....	7
3.2. Questions d'évaluation .....	8
1. <i>Apprécier la coordination entre les acteurs de l'accompagnement des victimes de violences conjugales</i> .....	8
<i>Réaliser un état des lieux de la gouvernance, de la coordination et du partenariat dans 6 départements</i> .....	8
<i>Evaluer les expérimentations du PND dans trois (voire quatre) territoires-pilotes</i> .....	8
<i>Comparer les dynamiques partenariales et identifier les leviers d'une coordination efficace</i> .....	9
2. <i>Investiguer l'action des Caf en matière d'accompagnement des victimes de violences conjugales</i> .....	9
<i>Evaluer la mise en œuvre de l'action des Caf</i> .....	9
<i>Evaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des actions</i> .....	10
3. <i>Appréhender les effets sur le parcours des victimes ainsi que le non-recours</i> .....	10
<i>Les effets de l'accompagnement sur le parcours des victimes</i> .....	10
<i>La non-détection et le non-recours</i> .....	11
3.3. Méthodologie .....	11
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PHASES, DELAIS DE REALISATION ET LIVRABLES.....</b>	<b>14</b>
PHASE 1 : Cadrage .....	14
PHASE 2 : Première partie de l'enquête de terrain .....	15
PHASE 3 : Poursuite et finalisation de l'enquête de terrain .....	16
PHASE 4 : Rédaction du rapport final et de la synthèse .....	16
<b>ARTICLE 5 – Suivi de la prestation.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 6 – Considérations environnementales.....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>20</b>

## **ARTICLE 1 – CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS**

### **1.1. Présentation générale des commanditaires**

La Cnaf et la DGCS s'associent dans le cadre de ce marché public concernant l'étude évaluative de l'accompagnement en direction des victimes de violences conjugales qu'elles mettent en œuvre dans les départements, en particulier l'expérimentation Pack Nouveau Départ (PND), l'Aide aux victimes de violences conjugales (AVVC) et l'accompagnement social des victimes.

#### ***1. Présentation générale de la Cnaf***

Créée en 1945, la branche Famille est l'une des six composantes du régime général de la Sécurité sociale avec la Maladie, les Risques professionnels, la Vieillesse, le Recouvrement et récemment l'Autonomie.

Acteurs majeurs de la politique familiale, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) et les 101 caisses d'Allocations familiales (Caf), qui constituent la branche Famille du régime général de la Sécurité Sociale, ont pour tâche essentielle d'aider les familles dans leur vie quotidienne par la prise en compte de leurs difficultés et de leurs aspirations tant en matière de charges familiales, de logement, de loisirs que d'éducation ou de modes d'accueil pour les enfants.

Leur intervention passe en effet par la gestion de près de trente prestations légales ainsi que par la mise en œuvre d'une politique d'action sociale dans les domaines de la petite enfance, l'enfance et la jeunesse, de la parentalité, de la cohésion sociale ou encore du logement. Au total, les Caf comptent en 2023 près de 14 millions d'allocataires et financent près de 105 milliards d'euros de prestations légales et d'action sociale.

Pour conduire au mieux ces missions, la branche Famille évolue et s'adapte en permanence aux mutations sociales. Elle est à l'écoute et au service des allocataires et participe à la conception et à la mise en œuvre des politiques familiales et sociales. C'est ainsi qu'elle est devenue l'un des acteurs importants des politiques d'accompagnement des victimes de violences conjugales, aux côtés de nombreux autres acteurs.

#### ***2. Présentation générale de la DGCS et du SDFE***

La Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), qui regroupe environ 250 agents, est chargée de concevoir, piloter et évaluer les politiques publiques de solidarité sous l'autorité conjointe des ministères sociaux et du ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Elle agit en faveur des publics les plus vulnérables : personnes en situation de précarité, de handicap, personnes âgées, enfants, familles, ainsi que femmes victimes de violences ou confrontées à des inégalités.

Au sein de la DGCS, le service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE) a pour missions de concevoir, d'impulser, de promouvoir et d'assurer la mise en œuvre stratégique et opérationnelle de la politique publique d'égalité entre les femmes et les hommes. À ce titre, il pilote et anime l'action interministérielle relative aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, assure le suivi du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027 et prépare les travaux du comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il pilote les dépenses du programme 137 « Égalité entre les femmes et les hommes ». En collaboration avec les départements ministériels concernés, le SDFE met ainsi en œuvre les mesures contribuant à :

- La prévention et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, dans la sphère privée comme dans l'espace public, la prise en charge et l'accompagnement des femmes victimes de violences, et la responsabilisation des auteurs de violences ;
- L'accès effectif des femmes à leurs droits, dans le champ politique et le champ social, à la prévention et au traitement des situations de précarité, de pauvreté et d'exclusion ;
- La garantie du droit des femmes à disposer librement de leur corps, l'accès aux soins, la prise en compte des spécificités liées à la santé des femmes et aux pathologies féminines ;
- L'insertion et l'autonomie économiques des femmes, l'accélération de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs privé et public, le développement de la mixité des emplois et l'articulation des temps de vie ;
- La transmission d'une culture de l'égalité dès le plus jeune âge et à toutes les étapes de la vie, la lutte contre les stéréotypes dans toutes les sphères de la société.

Il contribue à développer l'innovation et la connaissance en produisant, diffusant et valorisant des données, analyses et diagnostics en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines d'action et les politiques publiques. Il contribue également, avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à l'élaboration et la défense des positions françaises sur la scène européenne et internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et à la promotion de la diplomatie féministe.

Dans les territoires, cette politique est déployée via l'action du réseau déconcentré des droits des femmes sous l'autorité des préfets, en lien avec une pluralité d'acteurs : collectivités territoriales, services de l'État, Agences Régionales de Santé (ARS) et organismes de protection sociale, instances judiciaires, associations, professionnelles/professionnels, entreprises, etc.

## **1.2. Les actions de la DGCS et de la branche Famille dans l'accompagnement des victimes de violences conjugales**

### ***1. Lutte contre les violences dans le couple et accompagnement des victimes : une priorité d'action publique***

La prévention et la lutte contre toutes les violences faites aux femmes sont une priorité de l'action gouvernementale.

Renforcée ces dernières années par une prise en compte sociale et politique croissante des violences sexistes et sexuelles (notamment avec #MeToo à partir de la fin 2017 et plus largement une forte mobilisation féministe et citoyenne contre les violences et plus particulièrement contre les féminicides), et le Grenelle de lutte contre les violences conjugales en 2019, une action d'ampleur a été conduite pour mieux repérer les violences conjugales, mieux protéger les femmes victimes et lutter contre la récurrence des auteurs. Malgré des progrès notables, ce phénomène social reste très difficile à endiguer. Ainsi, en 2023, il y a eu 271 000 victimes de violences liées à des faits commis par leur partenaire ou ex-partenaire, soit une augmentation de 10% par rapport à 2022. On compte par ailleurs en 2023 93 victimes de féminicides et 310 victimes de tentatives de féminicide<sup>1</sup>.

Face à l'ampleur du phénomène et à la gravité de ses conséquences – pour la victime comme pour les éventuels enfants qui sont des victimes et co-victimes – les pouvoirs publics se sont engagés à renforcer la prévention et la lutte contre les violences conjugales par la mise en place de différentes mesures et actions de prévention et d'accompagnement des victimes.

---

<sup>1</sup> Selon les données de la police/gendarmerie. Source : Les violences sexistes et sexuelles en France en 2023, *Lettre de l'observatoire national des violences faites aux femmes*, n°22 – Novembre 2024

## **2. Les actions de la branche Famille**

La branche Famille œuvre déjà de longue date auprès des victimes de violences conjugales, de par son action sur les séparations, les pensions alimentaires, le travail social et le soutien aux associations. Ces dernières années, son action auprès des victimes de violences conjugales s'est renforcée.

Celle-ci s'articule autour :

- De l'aide universelle d'urgence, dite aussi Aide aux victimes de violences conjugales (AVVC), une nouvelle aide financière délivrée par les Caf et MSA dans toute la France depuis décembre 2023 auprès des victimes de violences conjugales pouvant justifier d'une plainte, d'une ordonnance de protection ou d'un signalement au procureur, dans la limite d'une demande par an.
- De l'accompagnement social des allocataires étant dans les situations « cibles » prises en charge par les Caf (naissance, séparation, décès conjoint, décès enfant, impayés de loyer...) ;
- Des prestations et offres de services en lien avec les situations de séparation (le « parcours séparation »), qui sont des moments critiques dans les situations de violences conjugales :
  - Allocation de Soutien Familial (ASF)
  - Agence de recouvrement et d'intermédiation financière (Aripa) (convention parentale, fixation de pension alimentaire, intermédiation financière des pensions alimentaires, recouvrement de pension alimentaire)
  - Informations (séances d'informations auprès des parents) et orientations
- Un soutien aux partenaires et associations qui œuvrent dans ce champ
- Une implication dans le réseau partenarial départemental de lutte contre les violences conjugales (les Schémas départementaux de lutte contre les violences faites aux femmes, les instances d'aide aux victimes, etc.).

Avec la mise en œuvre expérimentale du Pack nouveau départ (PND), dans lequel les Caf occupent le plus souvent un rôle de coordination, à partir de septembre 2023, et la création de l'aide d'urgence aux victimes de violences conjugales (AVVC), à partir du 1er décembre 2023, la Branche famille a été positionnée comme un acteur important dans l'accompagnement des victimes de violences conjugales, aux côtés de nombreux autres acteurs.

## **3. Les actions du SDFE**

Le SDFE est chargé de suivre le déploiement des mesures du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027, portées par les directions d'administration et services pilotes, et grâce à l'implication des hautes et hauts fonctionnaires à l'égalité de tous les ministères concernés. A cet effet, plusieurs cycles de réunions interservices (RIS) sur chacun des quatre axes du Plan se sont tenus depuis le lancement du Plan, une fois par semestre pour impulser, suivre et accompagner les ministères dans la mise en œuvre des mesures.

Le premier axe relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes est articulé autour de trois grands objectifs stratégiques : assurer une protection intégrale et immédiate des femmes sur l'ensemble du territoire ; mieux traiter les violences conjugales et leurs spécificités ; sanctionner les auteurs de violences sexuelles de manière plus effective. Cet axe comporte des mesures ambitieuses animées par la volonté d'aller vers les victimes, de s'adapter à leurs besoins pour mieux les protéger. Ces engagements s'inscrivent dans la continuité du suivi de la mise en œuvre des engagements du Grenelle, confié au SDFE, à travers la tenue régulière d'un comité national de suivi de l'état d'avancement des mesures, présidé par la ministre. Un suivi de la déclinaison opérationnelle de ces engagements sur les territoires est assuré, via des remontées régulières et systématisées d'informations, par les équipes territoriales aux droits des femmes.

Depuis 2023, ces modalités de suivi se poursuivent désormais plus largement dans le cadre du plan interministériel « Toutes et tous égaux » et de la politique prioritaire du Gouvernement (PPG) « Lutte contre les violences faites aux femmes et les féminicides ».

#### **4. L'expérimentation Pack Nouveau Départ (PND)**

Le « Pack nouveau départ » PND est un outil de travail en réseau dont le projet a été lancé par la Première ministre en septembre 2022 dans l'objectif de mieux coordonner les différents acteurs de l'accompagnement des victimes de violences conjugales dans les départements et d'engager la mobilisation rapide à leur bénéfice des aides et dispositifs existants. La perspective générale consiste à faciliter leurs démarches, sécuriser leur parcours, et *in fine*, leur permettre de s'extraire durablement de la situation de violence.

Le PND a en effet pour objectif de lever les freins au départ des victimes de violences conjugales – une femme victime de violences conjugales effectuerait en moyenne 7 départs infructueux avant de partir définitivement – et de sécuriser leur parcours de sortie de ces violences par un accompagnement global et personnalisé. Concrètement, il s'agit d'organiser une prise en charge rapide et coordonnée à même de répondre à l'ensemble de leurs besoins. Il s'appuie sur un réseau de référents au sein de chaque structure concernée, depuis la détection jusqu'à l'accompagnement, qui a vocation à assurer une prise en charge dans des délais optimisés selon le principe du coupe-file, afin de permettre à la victime de retrouver autonomie et sécurité.

Son expérimentation a débuté dans le Val-d'Oise en septembre 2023, puis a progressivement été déployée sur d'autres territoires-pilotes : à La Réunion en juin 2024 (d'abord dans le Grand Sud puis d'ici la fin de l'année 2025 sur le reste de l'île), dans le Lot-et-Garonne depuis octobre 2024, et plus récemment en Côte-d'Or, depuis mars 2025. Une préfiguration des travaux Pack nouveau départ a été lancée dans le Loiret en avril 2025. Le département des Bouches-du-Rhône le déploiera à compter d'octobre 2025. De nouveaux départements ont vocation à intégrer l'expérimentation du Pack nouveau départ en 2025.

#### **5. L'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales**

L'aide universelle d'urgence a pour objectif de lever les freins financiers auxquels peuvent être confrontés les victimes pour quitter leur conjoint violent. Versée très rapidement par les organismes de protection sociale, l'aide financière permet aux victimes attestant de violences conjugales de faire face aux dépenses immédiates pour quitter le conjoint violent.

Créée par la loi n°2023-140 du 28 février 2023, elle est versée depuis le 28 novembre 2023 aux personnes victimes de violences commises par leur conjoint, leur concubin ou partenaire lié à elles par un pacte civil de solidarité. Ses modalités d'application sont définies par le décret n° 2023-1088 du 24 novembre 2023. Un plan de communication à destination du public concerné et des professionnels (flyer, affiche, site du MEFH) a accompagné le lancement de cette nouvelle aide financière en novembre 2023.

Les conditions et démarches associées à cette aide sont détaillées sur la page suivante du caf.fr : [CAF - AVVC - Aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales](#)

#### **1.3. La démarche d'évaluation**

L'étude évaluative du présent marché s'intègre dans une démarche globale de production de connaissances sur l'accompagnement des victimes de violences conjugales et en particulier sur l'action de la DGCS et de la Branche famille dans ce contexte.

A ce titre, elle s'appuie sur différents travaux susceptibles de nourrir l'étude :

- Une revue de la littérature réalisée par la Cnaf (Direction des statistiques, des études et de la recherche (DSER) et la Mission des relations européennes, internationales et de la coopération de la Cnaf) qui propose un état des lieux de la littérature scientifique et institutionnelle sur l'accompagnement des victimes de violences conjugales. Elle analyse et met en perspective les principaux travaux existants. Elle sera publiée en [Dossier d'étude](#) à la fin de l'année 2025.
- L'exploitation des données statistiques sur l'AVVC et l'accompagnement social Caf, réalisée par les services statistiques de la Cnaf / DSER ([essentiel](#)) à paraître au 2<sup>e</sup> semestre 2025).

- Les résultats d'une enquête auprès de l'ensemble des Caf, réalisée en mai-juin 2025 par la Cnaf (DSER). Ce questionnaire vise à mieux connaître les actions, pratiques et projets potentiels en matière d'accompagnement des victimes de violences conjugales, ainsi que l'état de la gouvernance locale et de la coordination des acteurs sur les territoires. Il permet également de recueillir les éventuelles difficultés et attentes des Caf en lien avec le sujet.
- La réalisation d'un panorama des dispositifs et actions en France et à l'international (DGCS/MREIC/DSER) est également envisagée.

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet la réalisation d'une étude évaluative qualitative des actions d'accompagnement déployées par la Branche famille et par l'Etat auprès des victimes de violences conjugales, en particulier :

- Les actions de coordination départementale des acteurs de l'accompagnement,
- L'action des Caf auprès des victimes de violences conjugales, notamment la mise en œuvre de l'AVVC, l'accompagnement social des victimes, le soutien à des associations ou partenaires institutionnels.

L'objectif est d'évaluer ces actions et dispositifs au regard de leur mise en œuvre, de la coordination entre les acteurs dans les départements et de leurs effets concrets sur le parcours des victimes.

L'évaluation s'appuiera sur une méthodologie qualitative, avec la réalisation de monographies de territoires sur 6 départements : 5 départements de France métropolitaine et un département en outre-mer (La Réunion). Parmi ces 6 départements, on comptera 3 ou 4 départements expérimentateurs du Pack Nouveau Départ (dont La Réunion, autres départements en cours de définition) et 2 ou 3 départements non-expérimentateurs aux profils territoriaux et dynamiques partenariales contrastés (en cours de définition).

Les résultats de l'étude contribueront à définir des pistes d'actions et d'amélioration, en particulier les conditions nécessaires à une éventuelle pérennisation du Pack Nouveau Départ.

## **ARTICLE 3 – PROBLEMATIQUE, QUESTIONS D'EVALUATION ET METHODOLOGIE**

### **3.1. Problématique**

La littérature scientifique et administrative fait le constat d'un accompagnement largement perfectible des victimes de violences conjugales et manifestement insuffisant au regard de la persistance du phénomène à un niveau très élevé. La fragmentation des espaces qui caractérise la prise en charge en France explique pour partie ses échecs et ses manques. Un enjeu majeur est donc identifié de longue date dans les nombreux rapports institutionnels ou de recherche sur le sujet : la coordination entre les différents acteurs susceptibles d'intervenir dans le parcours d'une victime de violences conjugales (social, santé, police, justice, notamment). L'expérimentation du Pack Nouveau Départ (PND) ainsi que d'autres modalités de coordination à l'œuvre sur des territoires qui n'expérimentent pas le PND en tant que tel vise à répondre à cet enjeu.

Par ailleurs, il est communément admis qu'une femme victime de violences conjugales fait en moyenne 7 allers/retours pour parvenir à une séparation définitive. Ce chiffre, moyenne issue du constat des associations spécialisées, présente l'intérêt de mettre en exergue les difficultés, multiples, autant matérielles, sociales que psychologiques, à sortir d'une situation de violences conjugales. Ces dernières sont assez bien documentées ; en revanche, les leviers et les obstacles à une sortie des violences du point de vue des victimes elles-mêmes le sont moins. A l'évidence, le manque de ressources financières est l'un d'entre eux : l'AVVC a ainsi été conçue comme susceptible de donner un « coup de pouce » au moment de la décohabitation et le PND comme favorisant un meilleur accès aux droits de façon générale, grâce à la coordination des différents acteurs impliqués au niveau local (Caf, Conseil départemental, CCAS, CPAM, MSA, associations, Préfecture, France Travail, etc.).

Ainsi, notre problématique est la suivante : **dans quelle mesure la façon dont les acteurs se saisissent de la problématique des violences conjugales et se coordonnent ou non en local est-elle susceptible d'impacter la trajectoire des victimes ?**

Les effets finaux recherchés pour les victimes sont notamment le caractère définitif de la séparation du couple pour la mise en sécurité de la victime (et des co-victimes) et la capacité de celle-ci à recouvrer une autonomie financière, affective et sociale. Ces effets sont recherchés au moyen d'une prise en charge globale des victimes (accès facilité à un logement, à un parcours professionnel, aux aides éligibles, etc.) associée au développement d'une dynamique territoriale sur le sujet et à un travail en bonne articulation entre les acteurs du territoire

### **3.2. Questions d'évaluation**

Cette étude évaluative est structurée **autour de trois principaux axes et de leurs questions évaluatives.**

#### ***1. Apprécier la coordination entre les acteurs de l'accompagnement des victimes de violences conjugales***

**Question évaluative : Quel type de gouvernance locale et de partenariat entre les acteurs de l'accompagnement des victimes de violence conjugales favorise un accompagnement de qualité de ces dernières ?**

***Réaliser un état des lieux de la gouvernance, de la coordination et du partenariat dans six départements***

**Il s'agira de décrire et de comparer ces dimensions dans des territoires expérimentateurs du Pack nouveau départ (PND) et dans des territoires non-expérimentateurs contrastés.**

**Plusieurs questionnements pourront guider ce travail d'inventaire analytique :**

- *Dans quelle mesure et comment les acteurs se sont emparés du sujet des violences conjugales sur les différents territoires ?*
- *Quelles sont les modalités pratiques de gouvernance locale, de dynamique partenariale et de coordination des parcours de victimes aux différentes étapes (détection, orientation, suivi, partage de l'information) ?*
- *Quels sont les contextes préalables dans lesquels le PND s'est implanté ?*
- *Quelles actions d'accompagnement des victimes de violences conjugales sont mises en œuvre dans les départements PND et hors PND ?*
- *Quelle est la place et le positionnement des Caf dans le paysage institutionnel ?*
- *Dans les départements PND, comment le PND et l'AVVC ont-ils été mis en place ? comment s'articulent-ils ou non avec d'autres actions d'accompagnement des victimes de violences conjugales (évolution, adaptation...) ?*

***Evaluer les expérimentations du PND dans trois (voire quatre) territoires-pilotes***

Plus de deux ans après le déploiement opérationnel de l'expérimentation du PND dans le Val-d'Oise, il s'agira d'évaluer, pour les territoires expérimentateurs retenus dans le cadre de cette étude, la prise en charge des victimes de violences conjugales par l'ensemble des référents impliqués dans le déploiement du PND – en interrogeant les acteurs institutionnels et associatifs (tiers détecteurs, acteurs coordinateurs, travailleuses/travailleurs sociaux du champ de l'accompagnement social et référents sectoriels) ainsi que les victimes bénéficiaires du PND.

Différentes dimensions devront être interrogées, articulant à la fois une évaluation de l'efficacité, de la pertinence, de l'efficience et des impacts des expérimentations en cours :

- Du côté des acteurs : la fluidité du parcours, la disponibilité des différents acteurs de la chaîne, les changements dans leurs pratiques depuis le déploiement du PND, la place prise par les différents acteurs dans le PND et les dynamiques créées sur les territoires.



- Du côté des victimes bénéficiaires : le caractère durable du départ, la prise en charge globale des bénéficiaires (accès facilité à un logement, à un parcours professionnel, aux aides éligibles, etc.) et leur capacité à accéder à une pleine autonomie (emploi, cercle familial et amical, etc.).
- L'articulation du PND avec l'aide universelle d'urgence délivrée par les Caf (AVVC) et le rôle joué par cette dernière dans la prise en charge globale des victimes,
- Les moyens humains et financiers paraissant nécessaires pour le bon fonctionnement du PND.

Cette dimension de l'étude fera l'objet de parties spécifiques dans le rapport d'évaluation, faisant état des connaissances sur les leviers et obstacles au fonctionnement du PND et contribuera à éclairer les conditions de son déploiement à l'échelle nationale et locale. Le rapport devra également comporter des préconisations en vue de la pérennisation du PND, notamment en identifiant les ressources, surtout humaines, nécessaires à un déploiement. L'analyse s'appuiera également sur les études/enquêtes/évaluations susceptibles d'être menées au niveau local par les acteurs territoriaux (associations, collectivités territoriales, services de l'Etat, etc.).

Plusieurs questionnements pourront guider l'évaluation du PND :

- *Dans quelle mesure les expérimentations du PND répondent-elles aux objectifs fixés ?*
- *Quels sont les leviers et les obstacles à son efficacité au regard de la coordination effective entre acteurs, des moyens mis en œuvre et de l'impact sur le parcours des victimes ?*
- *Quelles sont les conditions de son extension (modalités de la coordination, moyens humains et financiers mis en œuvre, etc.) ?*
- *Dans quelle mesure la mise en œuvre de ce dispositif a-t-elle articulé différents services de la Caf (AVVC, travail social et recouvrement des impayés de pension alimentaire, notamment) ?*

Les territoires étudiés seront précisés ultérieurement. Cependant, afin que le candidat puisse en tenir compte dans l'élaboration de son offre, il est précisé que La Réunion constituera l'un d'entre eux.

### *Comparer les dynamiques partenariales et identifier les leviers d'une coordination efficace*

La comparaison des modalités de gouvernance et des dynamiques partenariale entre les territoires étudiés, (qu'ils soient ou non expérimentateurs du PND) contribuera à l'identification des leviers et obstacles à la coordination des acteurs de manière générale.

Plusieurs questions pourront guider l'analyse comparative :

- *Quelle est la plus-value du PND au regard des autres modalités d'articulation entre les acteurs sur d'autres territoires ? (les départements hors PND de l'étude)*
- *D'autres types d'organisation s'avèrent-ils efficaces au regard de la variété des réalités territoriales ?*
- *Quels sont les leviers et les obstacles à la coordination des acteurs sur les territoires ?*

## **2. Investiguer l'action des Caf en matière d'accompagnement des victimes de violences conjugales**

Question évaluative : **Dans quelle mesure l'action des Caf en matière d'accompagnement des victimes de violences conjugales concoure-t-elle à un accompagnement de qualité de ces dernières ?**

### *Evaluer la mise en œuvre de l'action des Caf dans les départements PND et hors PND*

Il s'agira de questionner le positionnement et les actions d'accompagnement mises en œuvre par les Caf (en lien avec leurs partenaires éventuels) telles que l'AVVC, le PND, l'accompagnement social en premier lieu, ainsi que les aides financières individuelles, les subventions d'associations ou conventions avec des partenaires en second lieu.

- *Dans quelle mesure et comment les Caf se sont-elles emparées du sujet des violences conjugales ?*
- *Quel est le positionnement de la Caf sur le territoire en matière de violences conjugales (implication dans des instances partenariales, rôle et identification dans le schéma départemental) et comment cela est-il perçu par les Caf et par les autres acteurs de l'accompagnement ?*

- *Quelles sont les actions mises en œuvre par les Caf (aides financières, accompagnement social, subventions aux associations...) ? Vers quel public ? Avec quelles pratiques et postures des différents intervenants ?*
- *La création de l'AVVC a-t-elle fait évoluer ces actions, le positionnement de la Caf et/ou le soutien à des associations ou opérateurs sur le territoire ?*
- *Comment et dans quelle mesure les publics visés sont-ils effectivement destinataires de ces différentes actions ?*
- *Comment l'AVVC a-t-elle été mise en œuvre en termes de coordination interne à la Caf (coordination entre services, partage de l'information) ; de coordination avec le Conseil départemental (orientation systématique ou non) ; de partenariats avec d'autres acteurs (maisons des femmes, associations, etc.) ? Avec quels obstacles et quels leviers ?*
- *Dans quelle mesure la mise en place du PND (dans les territoires PND) a-t-elle intégré les autres actions des Caf à destination des victimes de violences conjugales ?*
- *Quels sont les moyens humains et financiers dédiés par les Caf à l'action en direction des victimes de violences conjugales ? Quelles sont les implications de l'évolution de leur positionnement et missions en termes de gestion interne pour les Caf ?*

Le questionnaire passé par la Cnaf-DSEER auprès des Caf fournira de premiers éléments de réponse à certaines de ces questions. Elles seront approfondies dans le cadre des monographies de territoire.

### *Evaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des actions*

La pertinence, l'efficacité et l'efficience des actions mises en œuvre seront interrogées du point de vue des acteurs des Caf (direction, cadres, travailleuses/travailleurs sociaux, gestionnaires conseil, agents d'accueil), de leurs partenaires et des personnes victimes de violences conjugales.

Plusieurs questions pourront guider l'investigation :

- *Dans quelle mesure les différentes actions portées par les Caf répondent-elles à un besoin identifié dans l'accompagnement des victimes de violences conjugales ?*
- *Le positionnement des Caf, qui a pu évoluer au cours des dernières années, contribue-t-il à un accompagnement de qualité des victimes ? (sur les différents aspects : coordination avec les partenaires, identification, accompagnement et orientation des victimes)*
- *Les moyens humains et financiers investis par les Caf sont-ils en cohérence avec les objectifs visés ? Dans quelles configurations sont-ils les plus efficaces, au regard de l'action des autres parties prenantes ?*

### **3. Appréhender les effets sur le parcours des victimes ainsi que le non-recours**

Question évaluative : **Quels sont les effets de l'action publique déployée sur les parcours des victimes de violences conjugales ?**

#### *Les effets de l'accompagnement sur le parcours des victimes*

- Le parcours des victimes :

*Comment ces dispositifs (PND et/ou AVVC et/ou accompagnement, etc.) interviennent-ils dans le parcours des victimes ? à quel moment ? avec quels interlocuteurs ? avec quels effets (sur l'orientation des victimes, la cohérence de l'accompagnement, la sécurisation, la gestion de l'urgence ou du plus long terme) ?*

- L'impact sur la sortie des violences

*Quel impact ont-ils, à court, moyen et long termes, sur la sortie de situations de violences conjugales ? Quel(s) déclic(s)/facteur(s) sont à l'origine de la prise de décision de partir ? Une fois cette décision prise, qu'est-ce qui soutient, facilite un parcours de séparation et qu'est-ce qui, au contraire, l'entrave ou le décourage ?*

- Le vécu de la prise en charge

*Dans quelle mesure les actions d'accompagnement (via le PND ou autres) répondent-elles aux besoins des victimes (sortie des violences, accès aux droits, insertion sociale, professionnelle, santé physique et mentale, confiance en soi, parentalité, projection dans l'avenir, etc.) ? Qu'en est-il des relations aux professionnelles/professionnels du social et aux institutions, des situations qui instaurent la confiance ou à l'inverse génèrent de la défiance ?*

- Les profils et situations des victimes

*Quels sont les profils de bénéficiaires des différentes actions ? Quelles sont les situations de ces victimes ? Comment accèdent-elles à telle ou telle aide ? Dans quelle mesure les bénéficiaires de certaines actions (ex : le PND) accèdent-elles ou non à d'autres aides (ex : AVVC) ?*

#### *La non-détection et le non-recours*

- *Quels sont les principaux freins et obstacles à l'accompagnement des victimes par la Caf et par les partenaires (voir description des acteurs institutionnels et associatifs dans la partie 3.3 méthodologie) sur le territoire ?*
- *Quels profils n'accèdent pas aux actions d'accompagnement et aux dispositifs ?*
- *Pour quelles raisons des victimes de violences conjugales n'ont pas activé une aide éventuellement proposée ou n'ont pas bénéficié d'une aide ou d'une action pourtant sollicitée ?*

### **3.3. Méthodologie**

#### *Démarche*

Pour étudier et évaluer les modalités d'accompagnement des victimes de violences conjugales, nous entendons explorer leur mise en œuvre dans 6 départements avec une perspective comparative.

Les 6 départements investigués comprendront :

- **3 ou 4 territoires expérimentateurs du PND** ;
- **2 ou 3 territoires non-expérimentateurs** aux profils contrastés à la fois en matière de typologie de territoire et de modalités d'accompagnement des victimes de violences conjugales.

Les monographies s'appuieront sur une démarche méthodologique qualitative et reposeront sur :

- Un **travail documentaire** d'état des lieux dans chaque département (recueil et synthèse des documents institutionnels relatifs à la politique départementale d'accompagnement des victimes de violences conjugales : schémas départementaux, contrats pluriannuels de gestion des Caf, bilans locaux sur l'AVVC, le PND, etc.).
- Des **entretiens semi-directifs individuels ou collectifs** (type focus groupe) auprès des acteurs de l'accompagnement des victimes de violences conjugales dans les départements étudiés, à savoir :
  - des **acteurs institutionnels et associatifs** concernés : 6 à 9 entretiens (individuels ou collectifs) par département, pour un total de 40 entretiens à réaliser. Le prestataire identifiera les acteurs les plus pertinents à interroger selon les territoires : Préfecture, Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), Direction départementale aux droits des femmes et à l'égalité (DDDFE), Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), Agence régionale de santé (ARS), Centre communal d'Action sociale (CCAS), Conseil départemental, Maison départementale des solidarités, Mutualité sociale agricole (MSA), hôpitaux, police-gendarmerie, Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), Education nationale, France travail, associations spécialisées dans l'accompagnement des victimes de violences conjugales, maisons des femmes, autres associations (droits des étrangers, logement, santé sexuelle, etc.).

Pour les départements expérimentateurs du PND, les entretiens seront notamment réalisés auprès des « tiers détecteurs », « acteurs coordinateurs », travailleurs sociaux du champ de l'accompagnement social et « référents sectoriels » intervenant dans la prise en charge des victimes de violences conjugales. Les personnes chargées de mission

« animation territoriale » au sein des directions régionales aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), comme les délégations départementales aux droits des femmes et à l'égalité (DDFE) et les préfectures concernées par l'expérimentation devront également être entendues tout comme les membres du comité local d'aide aux victimes violences conjugales (ou autre instance de gouvernance locale en matière de violences conjugales) et du comité technique du PND.

- des **professionnelles/professionnels de chaque Caf** : 4 à 7 entretiens par département, pour un total de 30 entretiens sur les 6 départements. Ceux-ci comprendront une partie d'entretiens collectifs. Les entretiens seront réalisés auprès de différents profils : direction, responsables et agents concernés, travailleuses/travailleurs sociaux, gestionnaires-conseils ou encore agents d'accueil.

- **Des entretiens auprès de victimes de violences conjugales**

Dans chaque département, des entretiens seront réalisés auprès de différents profils de personnes victimes de violences conjugales, 6 à 8 par département, pour un total de 40 entretiens (à réaliser en individuel et/ou en collectif) sur les 6 départements.

- Des personnes bénéficiaires du PND, de l'AVVC, voire des deux dispositifs, et/ou d'un accompagnement social réalisé par des travailleuses/travailleurs sociaux des Caf. Dans l'optique d'obtenir des témoignages avec plus ou moins de recul dans le temps, des personnes récemment entrées dans les dispositifs et des personnes connues de longue date pourront être interviewées.
- Des personnes inconnues des services de la Caf, « non détectées » ou en non-recours.

Différentes méthodes pourront être envisagées :

- Des entretiens semi-directifs, qui permettront de documenter l'appréciation de la situation et de l'aide apportée par les dispositifs d'accompagnement, les effets perçus des aides et de l'accompagnement ;
- Des récits de vie, permettant d'appréhender le parcours des personnes, les moments clés d'une démarche de sortie des violences, les « allers/retours », les personnes /organisations rencontrées dans le parcours, les « avancées » permises par certaines aides – en particulier le PND -, les leviers et les obstacles à une sortie pérenne des violences ;
- Des observations pourront être menées en complément lors de rendez-vous entre des professionnelles/professionnels et des victimes (en préalable à un entretien individuel avec une victime par exemple) afin de documenter les spécificités de l'accompagnement social de victimes de violences conjugales et les leviers et obstacles dans son déroulement.

Les candidats sont invités à proposer la méthodologie qu'ils considèrent la plus adaptée pour répondre à la problématique et aux questions évaluatives. Les choix réalisés devront être justifiés dans l'offre technique.

En dehors des 6 monographies de territoires, quelques **entretiens** seront menés dans les **départements expérimentateurs du Pack nouveau départ non investigués** (3 à 5 entretiens au total, pouvant être réalisés par téléphone ou en visio) **auprès de l'acteur en charge de la coordination du Pack**.

Ces entretiens ont pour objectif d'obtenir un regard transversal sur les territoires expérimentateurs du Pack nouveau départ. Ils permettront de mettre en perspective les résultats obtenus sur les territoires observés.

### *Accès au terrain et méthodes*

Sur l'ensemble des territoires qui seront investigués, qu'ils soient ou non expérimentateurs du PND, l'entrée privilégiée sera celle des instances de coordination entre les acteurs locaux. Pour les territoires PND, l'accès au terrain se fera par l'institution en charge de la mise en œuvre de l'expérimentation (Caf ou Conseil départemental). Pour les territoires qui ne sont pas expérimentateurs du PND, les points d'entrée dépendront des configurations partenariales et pourront notamment se faire via les Délégations départementales aux droits des femmes.

L'accès aux personnes victimes de violences conjugales se fera à travers les acteurs de l'accompagnement, au premier rang desquels les travailleuses/travailleurs sociaux des Caf, des Conseils départementaux et des associations spécialisées. Il conviendra également de consulter des associations en lien avec les publics non touchés (sans titre de séjour, allophones, sans accès au numérique, personnes en grand isolement), pour accéder à des victimes ne recourant à aucun des dispositifs existants.

S'agissant des entretiens qui seront menés avec les victimes de violences conjugales, les modalités de contact et de réalisation des entretiens devront tenir compte des vulnérabilités particulières des personnes enquêtées et de l'impact que peut avoir sur les enquêtrices/enquêteurs la conduite d'entretiens sur ce sujet. Il s'agira d'entretiens approfondis, et réalisés majoritairement en face à face. Le candidat est invité à préciser dans son offre la façon dont il envisage le terrain d'enquête auprès des personnes victimes de violences conjugales.

Le candidat proposera une méthodologie d'analyse transversale du matériau recueilli, permettant :

- Une analyse croisée de l'ensemble des territoires d'observation, susceptible de mettre au jour les dimensions spécifiques et transversales de l'accompagnement des victimes de violences conjugales.
- Un focus sur les expérimentations PND permettant une évaluation du dispositif et des recommandations concernant l'opportunité et les conditions optimales de sa généralisation notamment en termes de moyens humains.

### Synthèse des entretiens à réaliser pour les monographies de territoires

	Acteurs	Caf	Victimes	Total
<b>Terrain 1 (PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Terrain 2 (PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Terrain 3 (PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Terrain 4 (PND ou non PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Terrain 5 (non PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Terrain 6 (non PND)</b>	6-9	4-7	6-8	16-24
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>110</b>

La Réunion constituera l'un des terrains objet de l'étude.

Pour rappel les entretiens peuvent être individuels ou collectifs. Ils devront se dérouler de préférence en face à face, et à défaut et de façon secondaire par téléphone ou en visioconférence. Le nombre d'entretiens peut être adapté en fonction de la réalité du territoire, dans la limite de la fourchette présentée dans le tableau. Le choix des acteurs interrogés se fera en concertation avec les commanditaires.

Aux entretiens listés dans le tableau ci-dessus s'ajoutent les 3 à 5 entretiens qui seront réalisés auprès de l'acteur en charge de la coordination du PND dans les départements expérimentateurs ne faisant pas l'objet de monographie (1 entretien par département, dans 3 à 5 départements maximum) pouvant être réalisés par téléphone ou en visioconférence.

### RGPD

Le présent CCTP comprend un traitement de données à caractère personnel. L'annexe 1 au présent CCTP le définit. L'offre technique du titulaire comprend toutes les réponses demandées dans cette annexe.

De manière générale, l'échange de données (fichiers de contacts ; fichiers de résultats) sera réalisé par email dans un dossier compressé (Zip) protégé par un mot de passe qui sera communiqué par un autre canal (téléphone).

La protection des données personnelles, l'information des enquêtés et l'anonymisation des réponses aux questions devront être garanties.

Le titulaire aura en charge de gérer, en lien avec la Cnaf, les modalités d'information et de contact des personnes concernées par l'enquête.

Un modèle de mention d'information validé par la Cnaf conformément à l'article 13 du RGPD sera porté à la connaissance des personnes enquêtées tout en précisant que les réponses aux questions posées n'auront, pour les personnes victimes de violences – allocataires ou non -, aucun impact sur la gestion de leurs droits, pour les acteurs institutionnels ou associatifs, aucun impact sur l'exercice de leur activité.

Le titulaire s'engage à conserver les données à caractère personnel pendant une durée ne devant pas excéder le terme du marché.

## **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PHASES, DELAIS DE REALISATION ET LIVRABLES**

Le présent marché sera réalisé en 4 phases distinctes décrites ci-après.

Les délais définis phase par phase pour la réalisation des prestations n'incluent pas les délais nécessaires aux opérations de vérifications et de décision de la Cnaf.

### **PHASE 1 : Cadrage**

La phase 1 est réalisée dans un délai maximal de 60 jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

#### **Lancement du marché :**

Dans les 10 jours calendaires à compter de la date de notification du marché, un échange est organisé avec l'équipe du titulaire du marché sous la forme d'un comité technique (de préférence au siège social de la Cnaf à Paris, à défaut en visioconférence).

Il visera notamment à bien fixer le déroulement du marché (attentes, organisation, calendrier, etc.), à discuter des modalités d'enquête et d'accès aux terrains.

A la suite de cet échange, la Cnaf en lien avec le SDFE communique au titulaire les documents utiles à sa mission (contacts nécessaires aux entretiens de cadrage et entretiens référents Caf, précédents travaux réalisés : revue de littérature, résultats questionnaire Caf, éléments statistiques, etc.), cela au maximum dans les 5 jours calendaires suivant le comité technique.

#### **Prestations attendues au titre de la phase 1 :**

- Réalisation d'entretiens de cadrage auprès de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (SDFE), de la Direction des politiques sociales et familiales de la Cnaf (DPFAS), de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA).
- Préparation du protocole d'enquête : note méthodologique, déroulement de la mission, proposition méthodologique concernant les modalités et terrains d'enquête (structures et actrices/acteurs enquêtés), calendrier ajusté, propositions de courriers d'information aux personnes victimes de VC enquêtées.
- Construction des guides d'entretiens pour la réalisation des entretiens avec les acteurs institutionnels, associatifs, Caf et personnes victimes de violences conjugales.
- Prise de contact avec les référents des Caf pour planifier la réalisation des entretiens internes et externes

#### **Livrables**

En fin de phase 1, le titulaire devra fournir :

- Une version provisoire de note de cadrage (livrable 1) comportant :

- Une note méthodologique, présentant le protocole d'enquête, le déroulement de la mission, une proposition méthodologique concernant les modalités et terrains d'enquête, un calendrier ajusté, une proposition de courrier d'information,
- Des propositions de guides d'entretiens détaillés ;
- Une présentation PowerPoint servant de support au comité de pilotage qui aura lieu en fin de phase 1 (livrable 2).

Dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la première version du livrable 1 et du livrable 2, une réunion du comité de pilotage est organisée sur place ou en visio. L'objet de la réunion est d'échanger sur l'organisation de la phase de terrain et sur les guides d'entretiens à partir de la proposition faite par le titulaire (livrable 1).

A la suite du comité de pilotage, le prestataire dispose de 10 jours calendaires pour livrer une version définitive du livrable 1 tenant compte des échanges intervenus lors du comité de pilotage : la note méthodologique comprendra la description des terrains d'enquête et les propositions du comité de pilotage concernant l'organisation du terrain, les guides d'entretien, les courriers d'information.

La Cnaf dispose de 7 jours calendaires à compter de la date de réception du livrable 1 définitif pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et prononcer une décision de réception de la phase 1 conformément à l'article 12 du CCAP.

La décision de réception par la Cnaf et la DGCS du livrable n°1 vaut décision de réception de la phase 1 du présent marché.

## **PHASE 2 : Première partie de l'enquête de terrain**

Les prestations objet de la phase 2 débutent à la date de réception de la phase 1 et sont réalisées dans un délai maximal de 80 jours calendaires.

### **Prestations attendues au titre de la phase 2**

- Réalisation d'un tiers environ de l'enquête qualitative sur les 6 territoires (30 entretiens minimum) permettant une approche exploratoire des terrains et d'éventuels réajustements si nécessaire. Seront réalisés a minima 15 entretiens auprès des acteurs institutionnels et associatifs, 10 entretiens au sein des Caf et 5 entretiens auprès des victimes, répartis à la fois sur les territoires PND et non PND ;
- Réalisation d'une note d'étape

### **Livrables**

En fin de phase 2 (dans le délai de 80 jours à compter de la réception de la phase 1), il est attendu du titulaire qu'il ait produit une note d'étape (livrable 3), composée de :

- une description de l'avancement et des conditions de déroulement de l'entrée sur le terrain d'enquête ;
- une fiche synthétique par territoire d'enquête rendant compte de l'ensemble des entretiens réalisés (acteurs, Caf et victimes) et des premières analyses ;
- les fiches de synthèse de chaque entretien de personne victime effectué (1-2 pages) précisant les caractéristiques de l'enquêtée, les grands axes de l'entretien et des extraits particulièrement éclairants ;
- les premières pistes d'analyse et les propositions d'ajustement de l'enquête à envisager le cas échéant.

La Cnaf dispose de 7 jours calendaires après la remise des livrables n°3 pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et prononcer une décision de réception de la phase 2 conformément à l'article 12 du CCAP.

La décision de réception par la Cnaf et la DGCS du livrable n°3 vaut décision de réception de la phase 2 du présent marché.

### **PHASE 3 : Poursuite et finalisation de l'enquête de terrain**

Les prestations objet de la phase 3 sont réalisées dans un délai maximal de 180 jours calendaires à compter de la date de réception de la phase 2.

Un comité technique est organisé avec l'équipe du titulaire du marché dans un délai de 10 jours calendaires après la réception de la phase 2. Cette réunion se tient au siège de la Cnaf ou, à la demande de la Cnaf, en visioconférence.

#### **Prestations attendues au titre de la phase 3**

- Réalisation des entretiens restants sur les six terrains d'enquête (environ 80 entretiens) ;
- Réalisation d'un entretien auprès de l'acteur en charge de la coordination du Pack nouveau départ dans les départements expérimentateurs non investigués (3 à 5 entretiens) ;
- Proposition de pistes d'analyse transversale.

#### **Livrables**

En fin de phase 3 (soit à l'issue des 180 jours à compter de la réception de la phase 2), le titulaire produira un rapport intermédiaire (livrable n°4) présentant :

- Le bilan des investigations effectuées ;
- Une fiche synthétique de 5 pages environ par terrain d'enquête (description du territoire, des dynamiques partenariales locales, des profils et témoignages des victimes) ;
- Un focus sur l'évaluation des expérimentations PND ;
- Une proposition de plan pour le rapport final ;
- Les fiches de synthèse de chaque entretien de victime de violences conjugales (1 page max).

La Cnaf dispose de 7 jours calendaires à l'issue de la remise du livrable n°4 pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et prononcer une décision de réception de la phase 3 conformément à l'article 12 du CCAP.

**La décision de réception par la Cnaf et la DGCS du livrable n°4 vaut décision de réception de la phase 3 du présent marché**

### **PHASE 4 : Rédaction du rapport final et de la synthèse**

Les prestations objet de la phase 4 sont réalisées dans un délai maximal de 120 jours calendaires à compter de la date de réception de la phase 3.

Ce délai inclut :

- la remise du rapport final (livrable n°5), une synthèse (livrable n°6) et un support de présentation (livrable n°7) dans un délai de 90 jours ;
- puis dans un délai de 30 jours, la tenue du comité de pilotage et, le cas échéant, les modifications à apporter par le titulaire sur les livrables.

Un comité technique est organisé avec l'équipe du titulaire du marché dans un délai de 10 jours calendaires après la réception de la phase 3. Cette réunion se tient au siège de la Cnaf. Elle vise à échanger sur le contenu du livrable n°5 et à préparer l'organisation du rapport final.

#### **Prestations attendues au titre de la phase 4**

Analyses et rédaction du rapport final :

Le rapport final devra proposer une analyse transversale du matériau recueilli et des éléments de réponses aux questions d'évaluation mentionnées à l'article 3 du présent marché. Il s'appuiera pour cela sur une analyse comparative et transversale des 6 terrains.



Il devra être composé, en outre, d'une partie spécifiquement consacrée à l'évaluation du PND sur les trois (ou quatre) départements expérimentateurs (réponses aux questions d'évaluation et recommandations concernant les conditions d'une généralisation notamment dans sa dimension RH et financière).

### Livrables

Dans un délai de 90 jours calendaires suivant la réception de la phase 3, le prestataire remettra à la Cnaf une première version des livrables suivants :

- Un rapport final d'analyse transversale, issue des différents terrains d'enquête, des résultats (livrable n°5) contenant :
  - o Les réponses aux grands axes de questionnements d'évaluation,
  - o Une partie consacrée aux expérimentations PND et des recommandations ;
- Une synthèse du rapport final (livrable n°6), de 5 pages maximum ;
- Un support de présentation orale (livrable n°7).

Les livrables n°5 et n°6 sont remis sous format électronique (Word ou compatible), le livrable n°7 est remis sous format électronique (Power point ou compatible), dans les conditions définies dans le CCAP.

Cette première version des livrables, qui pourra être modifiée à la suite des échanges avec la Cnaf et du comité de pilotage, dans un délai maximal de 30 jours à compter de leur réception.

Un comité de pilotage final est en effet organisé au siège de la Cnaf avec l'équipe du titulaire du marché dans un délai de 20 jours calendaires après la remise des livrables intermédiaires n°5, n°6 et du livrable définitif n°7, afin d'échanger sur les résultats de l'étude évaluative.

A la suite du comité de pilotage, le prestataire dispose de 10 jours calendaires pour opérer d'éventuelles modifications décidées en comité de pilotage et livrer une version définitive des livrables 5 et 6 (le livrable 7 n'est pas concerné).

Le rapport final et la synthèse pourront servir de base à la publication des résultats de l'évaluation dans les collections Dossier d'étude et essentiel de la Cnaf.

La Cnaf dispose de 7 jours calendaires à l'issue de cette réunion pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et prononcer une décision de réception de la phase 4 conformément à l'article 12 du CCAP.

La décision de réception par la Cnaf et la DGCS des livrables vaut décision de réception de la phase 4 du présent marché.

## **ARTICLE 5 – Suivi de la prestation**

### **Comité technique**

Le suivi et le contrôle du projet sont réalisés par le comité technique du projet, composé des responsables du suivi du projet au sein de la Direction des statistiques des études et de la recherche de la Cnaf (DSER), et au sein de la DGCS (SDFE et MASSP).

Il est notamment en charge des opérations de vérification et de réception des différentes phases, dans les conditions définies au CCAP.

Le comité technique se réunit :

- dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date de notification du présent marché (début de phase 1)
- dans un délai maximal de 10 jours calendaires suivant le début de la phase 3 ;
- dans un délai maximal de 10 jours calendaires suivant le début de la phase 4.

### **Comité de pilotage**

Le comité de pilotage est composé du comité technique, ainsi que de représentants de la Cnaf (DSER et DPFAS) et de la DGCS (SDFE et MASSP). D'autres partenaires seront associés, notamment des représentants du ministère de la Justice, du ministère de l'Intérieur et de la CCMSA.

Il se réunit lors du lancement et de la restitution de l'étude pour valider les orientations de l'étude, discuter ses résultats et organiser sa valorisation :

- en phase 1, dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la version intermédiaire des livrables 1 et 2 ;
- en phase 4, dans un délai maximal de 20 jours calendaires à compter de la date de réception de la version intermédiaire des livrables n°5, n°6, n°7.

Chaque réunion est d'une durée maximale d'une demi-journée (4h).

En plus de ces réunions, des échanges téléphoniques ou électroniques pourront être organisés, notamment au cours de la phase 3, à la demande de l'une ou l'autre des parties, sans surcoût.

## Durée du marché et délais d'exécution

Durée du marché : 18 mois

Phases	Délais	Principales étapes	Livrables et comitologie
<b>Phase 1</b> (T1 2026)	N	Lancement des travaux	Notification du marché
	N +10 jours calendaires	Analyse documentaire, entretiens de cadrage, préparation de l'accès au terrain	Réunion de lancement du marché – comité technique
	N+ 60 jours calendaires		Note de cadrage (L1) + comité de pilotage (L2)
<b>Phase 2</b> (T2 2026)	80 jours à compter de la réception de la phase 1	Première partie de l'enquête de terrain	Note d'étape (L3) + comité technique
<b>Phase 3</b> (T3-T4 2026)	180 jours calendaires à compter de la réception de la phase 2	Poursuite et finalisation de l'enquête de terrain	Rapport intermédiaire (L4) + comité technique
<b>Phase 4</b> (T1 2027)	120 jours calendaires à compter de la réception de la phase 3	Rédaction du rapport final et de la synthèse	Rapport final (L5) + synthèse (L6) + comité de pilotage (L7)

## ARTICLE 6 – Considérations environnementales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement.

Notamment, les livrables demandés par le titulaire sont transmis à la Cnaf en version dématérialisée. Pour les données volumineuses, le titulaire privilégie le transfert des données à partir d'un site de dépôts temporaires de fichiers. Les destinataires des données sont libres de télécharger les fichiers limitant ainsi la consommation de ressources énergétiques. Ce site est utilisé sous réserve de sa compatibilité avec le système d'information des commanditaires et garantit la confidentialité et la sécurité des échanges.

Les déplacements du titulaire lors de l'exécution du marché devront s'orienter, dans la mesure du possible, vers les modes les moins émetteurs de gaz à effet de serre.

**Annexe 1 Protection des données à caractère personnel**

Jointe au présent document